

Brèves économiques

Afrique de l'Est et Océan Indien

Régional	Révisions des prévisions macroéconomiques du FMI dans le WEO d'octobre 2020
Burundi	Lancement d'un programme d'accès à l'énergie en milieu rural de l'UE
Comores	Démarrage du projet « Facilité emploi » financé par l'AFD.
Djibouti	Organisation du Forum africain des Ports en novembre 2020.
Erythrée	Conclusion de la première phase de construction d'une mine de potasse
Ethiopie	Importation de 450 MUSD de produits pharmaceutiques et médicaux sur 2019/20
Kenya	Co-financement bailleurs pour l'amélioration de l'accès à l'eau à Kisumu
Madagascar	Approbation par le FMI de 3,7 MEUR pour l'allègement du service de la dette malgache
Maurice	La Banque de Maurice prévoit un rebond de la croissance à 7,5 % en 2021/22
Rwanda	Signature d'un accord entre le Rwanda Finance Limited (RFL) et BPI France.
Ouganda	Le gouvernement prévoit de créer une banque agricole
Seychelles	Finalisation d'un rapport de faisabilité pour un nouveau barrage
Somalie	Accord renouvelé pour la gestion du port de Mogadiscio avec le groupe turc <i>Albayrak</i> .
Soudan	Réengagement de la Banque et appui au Programme de soutien aux Familles
Soudan du Sud	Décision du gouvernement de remplacer la SSP par une nouvelle monnaie
Tanzanie	Augmentation de 14 % de la capacité de l'usine de traitement de la mine New Luika

Actualités Régionales

Covid19 : Évolution de la situation sanitaire régionale.

Après une diminution de 10 % la semaine dernière, le nombre de cas est en hausse de 45 % sur la zone AEOI, soit plus rapide qu'à l'échelle de l'Afrique subsaharienne (11%). De fortes hausses sont enregistrées en Ethiopie (+6 441 contre 4 288 la semaine précédente) et au Kenya (+2 235 contre +952 la semaine dernière) alors que le pays continue d'alléger les mesures contre la pandémie (couvre-feu décalé à 23h, réouverture des écoles cette semaine). Selon l'OMS, les Seychelles, Maurice et l'Erythrée sont les seuls pays d'Afrique subsaharienne à n'enregistrer que des cas sporadiques.

* Le nombre de cas reportés par l'OMS peut subir, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril ; les émeutes en Éthiopie ont perturbé la communication régulière sur le suivi de l'épidémie.

Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	27/9	4/10	11/10	27/9	4/10	11/10
Burundi	484	513	524	1	1	1
Comores	474	484	491	7	7	7
Djibouti	5 409	5 418	5 423	61	61	61
Erythrée	375	398	414	0	0	0
Ethiopie	72 700	76 988	83 429	1 165	1 207	1 277
Kenya	37 971	38 923	41 158	689	725	760
Madagascar	16 257	16 529	16 702	229	232	237
Maurice	367	381	395	10	10	10
Rwanda	4 811	4 852	4 892	29	29	30
Seychelles	141	144	147	0	0	0
Somalie	3 588	3 745	3 847	99	99	99
Soudan du Sud	2 686	2 726	2 777	49	50	55
Soudan	13 606	13 653	13 670	836	836	836
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	7 364	8 491	9 538	71	79	86
Total AEOI	166 742	173 754	183 916	3 267	3 357	3 480

Révisions des prévisions macroéconomiques du FMI dans le World Economic Forum (WEO)

d'octobre 2020. La croissance mondiale devrait s'établir à -4,4 % en 2020, une amélioration de 0,8 point de pourcentage (pdp) par rapport aux prévisions du WEO de juin. Cette amélioration reflète un 2^{ème} trimestre meilleur que prévu, principalement dans les économies avancées. Les prévisions de croissance pour les pays développés (- 5,8 %) s'améliorent de 2,3 pdp tandis que la performance macroéconomique des pays émergents et en développement (-3,3 %) se détériore de 0,2 pdp par rapport au WEO de juin du fait de l'impact de la Covid19 sur certains secteurs comme le tourisme et de la forte dépendance des émergents au financement externe. Le PIB d'Afrique subsaharienne accuserait une contraction de 3,0 % (+ 0,2 pdp) principalement portée négativement par l'Afrique du Sud et le Nigéria. . A des niveaux toutefois moins élevés que prévu en juin, 5 pays de l'AEOI conserveraient une croissance positive en 2020 : le Soudan du Sud (+ 4,1 %), le Rwanda (+ 2,0 %), l'Ethiopie (+1,9 %), la Tanzanie (+ 1,9 %) et le Kenya (+ 1,0 %). Les pays d'AEOI voient leurs prévisions de croissance se détériorer par rapport au *Regional Outlook* de juin, à l'exception du Burundi (- 3,2 % ; + 2,3 pdp), du Kenya (1,0 % ; + 1,3) et de la Somalie (- 1,5 % ; + 1,0). Les révisions à la baisse les plus importantes portent sur Madagascar (- 2,2 pdp) et l'Ouganda (- 2,1), particulièrement touchés par la chute de la demande de leurs principaux partenaires et la suspension des activités touristiques. Avec un secteur touristique très affecté, Maurice et les Seychelles accuseraient la plus forte contraction, de 14,2 % (-2,0 pdp) et 13,8 % (=) respectivement.

Pays	WEO OCTOBRE		écart prév. Précédente	
	Prév. croissance du PIB		2020	2021
	2020	2021	2020	2021
Burundi	-3,2	3,1	2,3	-1,1
Comores	-1,8	2,9	4,2	0,2
Djibouti	-1,0	7,0	-2,0	-1,5
Erythrée	-0,6	5,7	0,0	0,0
Ethiopie	1,9	0,0	0,0	0,0
Kenya	1,0	7,7	1,3	3,7
Madagascar	-3,2	3,2	-2,2	-1,0
Maurice	-14,2	9,9	-2,0	1,0
Rwanda	2,0	6,3	0,0	0,0
Seychelles	-13,8	4,2	0,0	0,0
Somalie	-1,5	2,9	1,0	0,0
Soudan du S	4,1	-2,3	-0,6	-1,3
Soudan	-8,4	0,8	-1,2	-2,2
Tanzanie	1,9	3,6	0,0	0,0
Ouganda	-0,3	4,9	-2,1	2,3

Lancement d'une campagne en ligne pour promouvoir le commerce intra-africain par l'UA. La campagne #TradeEasier (septembre – décembre 2020) visant à promouvoir le commerce africain auprès des petites et moyennes entreprises (PME) a été lancée par l'Union Africaine et la CNUCED. En s'appuyant sur la plateforme interactive « tradebarriers.africa », qui s'inscrit dans l'Accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pour la suppression des barrières non tarifaires, cette initiative encourage les PME dans leurs activités de commerce intra-africain par des formations à cet outil numérique. Selon la CNUCED, le continent enregistrerait un gain de 20 Mds USD en supprimant ces barrières.

Actualités pays

BURUNDI

Lancement d'un programme d'accès à l'énergie en milieu rural de l'UE. Le 6 octobre, le ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines du Burundi a lancé le programme *Umuco w'Iterambere* financé par l'Union Européenne (12 MEUR). Ce programme de quatre ans vise à améliorer l'accès à un service énergétique de base, moderne, efficient et durable pour les populations, les services essentiels de base et les activités économiques situées en milieu rural. Une vingtaine de communes seront bénéficiaires. Les cibles du projet sont de permettre l'accès à l'énergie à 26 000 ménages, d'équiper 34 000 ménages d'un système de cuissons propres, électrifier 50 écoles, 30 centres de santé et 350 activités productives. Pour rappel, seulement 10 % de la population burundaise a accès à l'électricité.

COMORES

Démarrage du projet « Facilité emploi » financé par l'AFD. La France à travers l'AFD finance à hauteur de 4 MEUR le projet « Facilité Emploi » dont un des buts est de réduire le taux de chômage chez les jeunes. Il est prévu à termes de créer plus de 1 500 emplois directs. Le programme se présente sous la forme d'une facilité de financement à destination des Organisations de la Société Civile pour l'amélioration des revenus de la population rurale en réduisant la dépendance alimentaire vis-à-vis des importations, et le développement d'une activité professionnelle durable. En particulier, le projet vise à consolider et créer des activités professionnelles en milieu rural (agriculture, services marchands), renforcer les capacités de la société civile et de la Maison de l'emploi. La sélection des projets est actuellement en cours avec un financement qui pourra être apporté dès le mois prochain.

Programme de soutien à la sécurité portuaire et maritime de 28 MEUR de l'UE. L'organisation internationale maritime et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) ont effectué une visite au port de Moroni en présence de directeur général de la société comorienne des ports, Salim Saïd Dahalane, le 7 octobre. Cette visite avait pour but de présenter le programme de sécurité portuaire et de la sûreté de la navigation et entamer la planification, les discussions et la coordination de ce programme de soutien. L'UE en partenariat avec la Commission de l'Océan Indien (COI), a alloué 28 MEUR à la sécurité portuaire et à la sûreté de la navigation en Afrique orientale, australe et dans l'Océan indien dans le cadre du 11^{ème} programme régional du Fonds Européen de Développement (FED).

Création de deux directions générales pour les affaires économiques et le commerce au sein du ministère de l'Economie. Le ministre comorien de l'Economie et des Investissements, Houmed M'sadié, a annoncé son intention de créer deux directions distinctes pour les affaires économiques et pour le commerce afin de clarifier l'organisation administrative du ministère. La Direction Générale des Affaires économiques aura en charge d'analyser l'évolution de l'environnement des entreprises et de proposer des mesures correctives. La Direction Générale du Commerce se chargera d'élaborer la politique sectorielle en matière de commerce, de consommation et de concurrence. Au cours d'un événement présentant les contours de ces nouvelles directions, le ministre a rappelé l'objectif de croissance de 8 % en moyenne annuelle pour remplir l'objectif du « Plan Comores émergent ».

DJIBOUTI

Organisation du Forum africain des Ports en novembre 2020. Organisé conjointement, les 9 et 10 novembre 2020, par *TangerMed S.A*, *Proparco*, le Programme de politiques de transport en Afrique Subsaharienne et l'Autorité des ports et des zones franches de Djibouti, cet événement a pour objectif d'accompagner la dynamique et le développement des secteurs portuaire et maritime en Afrique. L'événement se tiendra sous un format hybride, en présentiel pour une capacité maximale de 200 personnes et en retransmission virtuelle sur internet. Outre les enjeux des alliances portuaires africaines et la nécessité d'un renforcement des partenariats pour mieux desservir le continent, les participants aborderont l'impact de la Covid19 sur leurs activités et débattront des solutions à mettre en place afin de permettre aux ports africains de sortir de la crise.

ERYTHREE

Conclusion de la première phase de construction d'une mine de potasse. *Colluli Mining Share Company* (CMSC), entreprise minière détenue à parts égales par l'*Eritrean National Mining Company* et par le groupe australien *Danakali Limited*, a achevé en août la phase d'ingénierie, d'approvisionnement et de gestion de la construction d'une mine de potasse. Localisée sur la frontière éthio-érythréenne, le projet d'un coût total de 250 MUSD a majoritairement été financé par l'*African Financing Corporation* (150 MUSD) et l'*AfreximBank* (42 MUSD). CMSC a décroché un contrat de dix ans avec *Eurochem* (groupe producteur

d'engrais suisse) et prévoit de démarrer les travaux de construction en 2021, pour un lancement de la production en 2022.

ETHIOPIE

Importation de 450 MUSD de produits pharmaceutiques et médicaux par l'EPSA sur 2019/20.

L'*Ethiopian Pharmaceutical Supply Agency* (EPSA), organisme public en charge de l'approvisionnement de produits médicaux à l'ensemble des établissements de santé publics, a importé l'équivalent de 450 MUSD (16,5 Mds ETB) de produits pharmaceutiques et d'équipements médicaux sur l'exercice budgétaire 2019/20. En 2018 selon l'ITC, le pays avait importé 690 MUSD de produits pharmaceutiques, représentant une progression de 28,7 % par rapport à 2017, en provenance d'Inde (153 MUSD), des Pays-Bas (130 MUSD) et de la Belgique (113 MUSD). La France quant à elle, a exporté vers l'Éthiopie 130 kEUR de produits pharmaceutiques en 2019 contre 7,9 kEUR en 2018.

KENYA

Co-financement AFD, UE et BEI pour l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement à Kisumu.

En marge de la visite du président Uhuru Kenyatta à Paris, divers accords de financement ont été signés dans le cadre du *Lake Victoria Water and Sanitation Project* (LVWATSAN). Ce projet, qui sera mis en œuvre par la *Lake Victoria South Water Works Development Agency* (LVSWWDA), vise l'extension des réseaux de distribution d'eau et d'assainissement de Kisumu, troisième plus grande ville du Kenya, ainsi qu'une extension aux villes périphériques. Le projet comporte également un volet de surveillance de la qualité de l'eau du lac Victoria. Il sera financé par un prêt concessionnel de 20 MEUR de l'AFD, un prêt concessionnel de 35 MEUR de la BEI et une subvention de 5 MEUR de l'UE. Ce projet devrait permettre de couvrir les besoins de la population jusqu'en 2030.

T-Bills, taux moyen des prêts commerciaux et taux interbancaire au plus bas sur l'année. Après avoir culminé à 7,3 % pendant la pandémie, le rendement des T-bills kenyans atteint son point le plus bas depuis trois ans à 6,2 % en août 2020. Depuis début 2017 (8,6 %), ces derniers s'inscrivent dans une tendance à la baisse, démontrant l'appétit grandissant pour la dette kenyane des investisseurs, mais également celui des banques nationales. Suivant la même tendance, le taux moyen mensuel des prêts commerciaux a diminué en trois ans, passant de 13,69 % début 2017 à 11,9 % en juillet 2020. La crise de la Covid-19 ne semble pas avoir impacté ce taux, la Banque centrale du Kenya ayant diminué son taux directeur de 8,25 % en janvier 2020 à 7 % en mars afin de soutenir l'économie. Le taux interbancaire atteint également un point bas annuel à 2,77 % en août 2020 contre 5,13 % en avril. Les banques kenyanes semblent ainsi disposer de suffisamment de liquidités, leur offrant une plus grande marge de manœuvre pour prêter à une économie qui a été privée de crédit ces dernières années, les prêteurs ayant plutôt injectés des fonds dans les titres d'Etat.

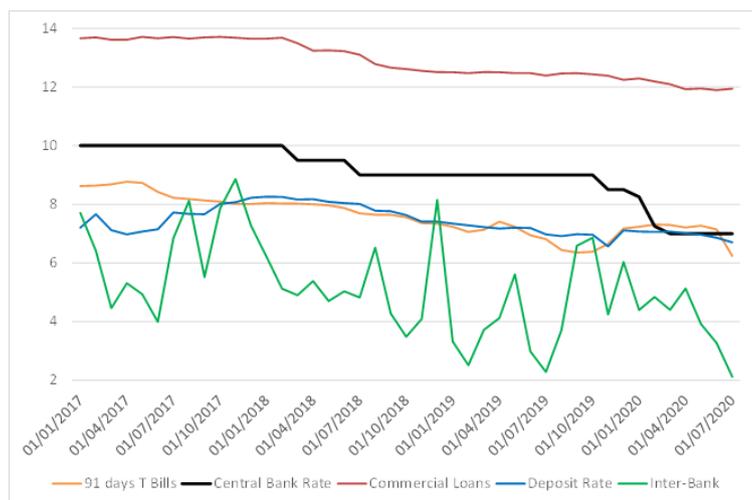


Figure 1 : Evolution des taux d'intérêts au Kenya 2017-2020 (%)

MADAGASCAR

Approbation par le FMI d'une 2^{ème} tranche de 3,7 MEUR pour l'allègement du service de la dette malgache. Le 2 octobre, une deuxième tranche de 3,7 MEUR destinée à l'allègement du service de la dette malgache auprès du FMI a été approuvée par son Conseil au titre du Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (FFARC) activé le 13 avril dernier. Cette tranche couvre les remboursements du service de la dette entre le 14 octobre 2020 et le 13 avril 2021, une première tranche de 3,8 MEUR ayant déjà été approuvée sur la période du 14 avril au 13 octobre 2020. Madagascar peut bénéficier de l'initiative FFARC jusqu'en avril 2022, pour un montant restant éligible de 18,5 MEUR.

La Société Générale Madagasikara (SGM) augmente sa participation dans la banque allemande Accès Banque Madagascar. Le 6 octobre, la SGM a annoncé l'augmentation de sa participation dans Accès Banque Madagascar (ABM), filiale de la banque allemande *Access Holding AG* dédiée au financement des TPE, des PME et des zones rurales. Jusque-là détentrice de 11,1 % des parts d'ABM, la SGM a acquis les 13,6 % des parts auparavant détenues par la SFI, filiale de la Banque mondiale, portant sa participation à 24,7 %. Les autres actionnaires sont les allemands *AccessHolding AG* (61,7 %) et *KfW* (13,6 %).

MAURICE

La Banque de Maurice prévoit un rebond de la croissance à 7,5 % en 2021/22. A l'issue de son comité de politique monétaire, la Banque de Maurice a révisé les prévisions de récession pour 2020/21 de -7 % à -13 % en raison notamment de la baisse des exportations à destination des principaux partenaires commerciaux qui anticipent une deuxième vague de la pandémie. Elle prévoit néanmoins un rebond à 7,5 % de la croissance en 2021/22 (contre 4,5 % initialement prévu) en raison de la reprise attendue dans les secteurs manufacturier, de la restauration et hôtellerie, des dépenses de consommation et d'un redressement de la demande externe. Les prévisions d'inflation diminuent, de 4 % à 2,5 % en 2020/21, et sont maintenues à 2,5 % en 2021/22.

UGANDA

Le gouvernement prévoit de créer une banque agricole. Dans son discours prononcé lors de la 58^e célébration de l'Indépendance, le Président Museveni a annoncé son intention de créer une banque agricole, afin d'offrir des capitaux abordables aux agriculteurs, ces derniers étant délaissés par les banques commerciales. Le Président Museveni pointe notamment les taux d'intérêt élevés pratiqués par les banques commerciales et leur réticences à offrir des crédits longs plus adaptés aux besoins des agriculteurs et des investisseurs en général. Le Président a rappelé que la banque de développement nationale l'*Uganda Development Bank* - que le gouvernement avait refusé de la privatiser-, a pour mission d'offrir également des financements abordables aux investisseurs. La banque agricole, dont la mission est la même, serait une banque spécialisée pour l'agriculture et peut-être détenue avec les agriculteurs eux-mêmes.

RWANDA

Signature d'un accord entre le Rwanda Finance Limited (RFL) et BPI France. L'accord de coopération signé le 6 octobre s'organise en trois objectifs : i) contribuer au développement d'un écosystème d'innovation, entrepreneurial et financier au Rwanda ; ii) promouvoir le développement des PME et ETI françaises opérant ou intéressées par le marché africain en se structurant au travers du *Kigali International Financial Center* et iii) développer des missions, des projets et des événements afin d'optimiser le lien entre Bpifrance et RFL ainsi que d'autres institutions financières au Rwanda afin de générer des partenariats d'affaires. RFL est une entreprise publique à but non lucratif, détenue à 100 % par l'Etat rwandais. Elle est chargée de renforcer et promouvoir l'attractivité de la place financière rwandaise. KIFC a déjà conclu

d'autres pactes avec des institutions mondiales telles que *Casablanca Finance City* (CFC) du Maroc et le *CDC Group*, l'institution britannique de financement du développement.

La Banque rwandaise de Développement (BRD) lance un projet d'énergie solaire de 35 MUSD pour les ménages ruraux. Le projet s'articule autour de deux axes : le premier est une subvention qui vise à soutenir l'achat d'équipement d'énergie solaire par les ménages à hauteur de 15 MUSD ; le second est un fonds de garantie de 20 MUSD pour les banques offrant des prêts dans le secteur. L'objectif est de connecter 360 000 ménages ruraux, non reliés au réseau électrique national, à l'énergie solaire. La facilité de subvention sera offerte aux ménages éligibles vivant dans des zones hors réseau, notamment ceux de la catégorie sociale 1, les plus vulnérables de la société, qui seront subventionnés à 90 %. Le système de garantie couvrira les risques des prêts et les clients n'auront plus besoin de mettre en gage leur propriété. Ce projet est financé par la Banque mondiale, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA) et l'agence belge Enabel.

SEYCHELLES

Finalisation d'un rapport de faisabilité pour un nouveau barrage dans le district de Grand Anse Mahé. Le département de l'environnement des Seychelles est en train de finaliser un rapport de faisabilité ainsi que la conception détaillée d'un nouveau barrage dans le district de Grand Anse Mahé. L'étude a été commandée en 2017 par la *Public Utilities Corporation* (PUC) qui estime que le barrage aura une capacité d'environ 850 000 m³ d'eau avec un rendement quotidien de 9 600 m³. Il s'agit de la troisième étude de faisabilité pour la construction d'un barrage dans ce district, après celles de 1972 et 1991.

SOMALIE

Signature d'un accord renouvelé pour la gestion du port de Mogadiscio entre la Somalie et le groupe turc Albayrak. A l'issue d'un processus de renégociation des contrats publics mené sous la supervision de la Banque mondiale, le groupe *Albayrak*, qui gère déjà depuis 6 ans le port de la capitale somalienne, vient de signer un accord révisé de concession de 14 ans, pour sa réhabilitation et son exploitation. Selon cet accord, la société privée turque s'engage à mettre en œuvre un programme de réhabilitation et d'investissements de 50 MUSD, qui comprendra i) la mise en œuvre d'un nouveau système d'exploitation du terminal et ii) l'application de nouvelles normes internationales de qualité et de sécurité. Les engagements d'investissement d'Albayrak ont donc pu être revus à la hausse, satisfaisant l'objectif du gouvernement somalien d'accroître l'efficacité et l'attractivité du port de Mogadiscio, qui fut fermé de 1991 à 2007, dans le contexte de guerre civile qui touchait alors le pays. Les taxes sur le trafic portuaire restent la principale source de revenus pour l'Etat somalien.

SOUDAN

Réengagement de la Banque Mondiale et appui de 200 MUSD au Programme de soutien aux Familles. Le Conseil des directeurs exécutifs du Groupe de la Banque mondiale a approuvé le 8 octobre une nouvelle note d'engagement pays pour le Soudan. Cette note porte sur un programme intermédiaire d'aide et d'assistance technique, qui a pour vocation de réengager la Banque et jeter les bases, pour que celle-ci, une fois ses arriérés apurés, puisse proposer au Soudan un programme d'aide complet dans le cadre d'un véritable partenariat pays. Cette note vise notamment à soutenir les efforts du gouvernement du Soudan pour réformer l'économie, construire un contrat social plus équitable et offrir un meilleur avenir au peuple soudanais. Dans le même temps, le Conseil a approuvé un montant de 400 MUSD pour appuyer le programme de soutien aux familles soudanaises, dont la moitié apporté par la Banque et l'autre moitié par les bailleurs internationaux, dont la France, dans le cadre d'un fonds fiduciaire géré par la Banque. Ce programme vise à fournir dans un premier temps l'équivalent de 5 USD par personne et par mois pendant 6 mois (puis 6 mois supplémentaires si financement suffisant) à environ 80 % de la population soudanaise, pour un coût total estimé à 1,9 Mds USD.

Suspension des importations d'animaux vivants par l'Arabie Saoudite. L'Arabie Saoudite a suspendu temporairement les importations d'animaux soudanais et exige l'amélioration de l'état des quarantaines ainsi que le respect des conditions concernant la vaccination contre le RVF. Sur une centaine de cargaisons, 30 ont été refusées par les autorités saoudiennes depuis le début de l'année, du fait d'un taux d'immunité inférieur au taux convenu. Un haut responsable saoudien a indiqué à un média soudanais que ce problème d'immunité pourrait avoir comme cause la qualité du vaccin administré. Il n'exclut pas non plus une connivence entre certains exportateurs soudanais et des responsables des quarantaines afin de faire partir des animaux n'ayant pas le taux requis d'immunité.

SOUDAN DU SUD

Décision du gouvernement de remplacer la livre sud-soudanaise (SSP) par une nouvelle monnaie.

Le ministre de l'Information sud-soudanais, Michael Makuei, porte-parole du gouvernement, a annoncé la décision prise en conseil des ministres le 9 octobre, d'introduire une nouvelle monnaie nationale en remplacement de la Livre sud-soudanaise actuellement en vigueur. Cette décision vise à résoudre les problèmes économiques et financiers auxquels le pays est confronté en obligeant les épargnants à réinjecter leur épargne dans le système bancaire et en contrôlant le taux de change. Le pays, encore très dépendant des importations, est confronté à un épuisement de ses réserves, ce qui accélère la dépréciation de la monnaie et alimente l'inflation y compris sur les produits de base. L'efficacité de cette mesure est cependant sujette à débat, en l'absence de réformes structurelles permettant notamment de relancer la production nationale mais également de lutter contre la corruption qui reste endémique.

TANZANIE

Augmentation de 14 % de la capacité de l'usine de traitement de la mine d'or New Luika. La compagnie minière *Shanta Gold Ltd* a annoncé le lancement d'un projet de 1,2 MUSD visant à augmenter de 14 % la capacité de l'usine de traitement de sa mine d'or *New Luika*. Les travaux, qui doivent s'achever en janvier 2021, ont déjà démarré avec la conception technique détaillée, les travaux de génie civil et l'intégration d'une usine pilote pouvant traiter jusqu'à 10 tonnes par heure. Ce projet permettra d'augmenter la capacité nominale de 620 000 à 708 000 tonnes de minerais. Entrée en production en 2012, *New Luika* est l'actif principal de *Shanta Gold* avec une production de 84 506 onces d'or l'année dernière. La compagnie est également propriétaire du projet aurifère *Singida* dans le pays.

Le projet de sables minéraux Tajiri peut être exploité sur plus de 23 ans. La compagnie minière *Strandline Resources*, cotée à la bourse australienne ASX, a publié le 7 octobre les résultats d'une étude exploratoire réalisée pour son projet de sables minéraux *Tajiri*, en Tanzanie. Le projet pourrait être exploité sur une durée de vie de plus de 23 ans, avec une production annuelle moyenne de 150 100 tonnes d'ilménite, 16 000 tonnes de rutil leucoxène et 60 700 tonnes de concentré de zircon. Les travaux de construction nécessaires à la concrétisation de ce projet devraient durer 18 mois avec un investissement initial de 125 MUSD. Les revenus estimés sur la durée de vie de la mine s'élèvent à 1,6 Md USD. Le directeur général de la compagnie, M. Luke Graham, a rapporté que *Strandline* a lancé les procédures d'obtention des différents permis et du financement nécessaire aux travaux.

Signature de deux accords de subvention de 19 MUSD entre la Tanzanie et la Suisse. Le secrétaire permanent du ministère des Finances et de la Planification, M. Dotto James, a déclaré que le gouvernement avait signé deux accords bilatéraux avec le gouvernement suisse concernant des subventions d'un montant total de 19 MUSD. 16,8 MUSD seront attribués au fond du filet de santé basée sur la performance (PSSN-II, 2020-2023) et 2,2 MUSD pour le programme de filet de sécurité sociale productif 2020-2021. Les accords ont été signés par M. Dotto James et l'ambassadeur de Suisse, Didier Chassot. Le projet PSSN II a pour objectif d'améliorer l'accès aux opportunités de revenus et aux services socio-économiques des ménages les plus pauvres.

CONTACTS

SER de Nairobi

Kenya, Somalie, Burundi

Page pays : [Kenya](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN Jerome.BACONIN@dgtresor.gouv.fr



SE de Tananarive

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr



SE d'Addis Abeba

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr



SE de Kampala

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr



SE de Dar Es Salam

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Philippe GALLI Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr



SE de Khartoum

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS Rafael.SANTOS@dgtresor.gouv.fr



Ambassade de France au Rwanda

Rwanda

Ambassade de France au Rwanda : <https://rw.ambafrance.org/>

Contact : Lina BEN HAMIDA lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

